



# MOBILISATION AU SUJET DE LA PROCHAINE STRATÉGIE DU CANADA EN MATIÈRE D'IA

Résumé des contributions  
1<sup>er</sup> trimestre > 2026

Cette publication est également offerte en ligne à :

<https://ised-isde.canada.ca/site/isde/fr/consultations-publiques/mobilisation-sujet-prochaine-strategie-resume-contributions>

Pour obtenir un exemplaire de cette publication ou un format substitut (Braille, gros caractères), veuillez remplir le formulaire de demande de publication à [www.ic.gc.ca/demande-publication](http://www.ic.gc.ca/demande-publication) ou communiquer avec :

**Centre de services aux citoyens d'ISDE**

Innovation, Sciences et Développement économique Canada  
Édifce C.D.-Howe  
235, rue Queen  
Ottawa, ON K1A 0H5  
Canada

Téléphone (sans frais au Canada) : 1-800-328-6189

Téléphone (international) : 613-954-5031

ATS (pour les personnes malentendantes) : 1-866-694-8389

Les heures de bureau sont de 8 h 30 à 17 h (heure de l'Est)

Courriel : [ISDE@ised-isde.gc.ca](mailto:ISDE@ised-isde.gc.ca)

**Autorisation de reproduction**

À moins d'indications contraires, l'information contenue dans cette publication peut être reproduite, en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit, sans frais et sans autre permission du ministère de l'Industrie, pourvu qu'une diligence raisonnable soit exercée afin d'assurer l'exactitude de l'information reproduite, que le ministère de l'Industrie soit mentionné comme organisme source et que la reproduction ne soit présentée ni comme une version officielle ni comme une copie ayant été faite en collaboration avec le ministère de l'Industrie ou avec son consentement.

Pour obtenir l'autorisation de reproduire l'information contenue dans cette publication à des fins commerciales, veuillez demander l'affranchissement du droit d'auteur de la Couronne à [www.ic.gc.ca/demande-droitdauteur](http://www.ic.gc.ca/demande-droitdauteur) ou communiquer avec le Centre de services aux citoyens d'ISDE, aux coordonnées ci-dessus.

©Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représenté par le ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie, 2025.

Cat. no.: lu4-453/2026F-PDF

ISBN: 978-0-660-97979-3

This publication is also available in English under the title:

*Engagements on Canada's Next AI Strategy.*

# INTRODUCTION

L'intelligence artificielle (IA) est rapidement devenue une force transformatrice, qui remodèle les industries et accélère les progrès scientifiques. Sa capacité à analyser de grandes quantités de données, à apprendre à partir de modèles et à soutenir la prise de décisions complexes est à l'origine de percées dans des domaines comme les soins de santé, les transports, la finance, la recherche et les industries créatives. L'IA est désormais une technologie fondamentale, souvent comparée à l'électricité ou à Internet, en raison de son potentiel de refaçonner les économies et les sociétés. À mesure que les capacités de l'IA s'étendent, il devient également urgent de mettre en place une gouvernance réfléchie, d'assurer un développement responsable et de susciter la participation du public afin d'orienter l'utilisation de cette technologie puissante.

Le Canada a été à l'avant-garde de l'invention de l'IA moderne. Nous sommes aujourd'hui à la croisée des chemins, alors que nous nous tournons vers l'avenir et réfléchissons à la manière d'appliquer cette nouvelle technologie de manière responsable.

Le gouvernement a mené une consultation publique de 30 jours afin de guider l'élaboration d'une stratégie renouvelée en matière d'IA visant à renforcer la position de chef de file du Canada dans ce domaine et à stimuler la transformation économique grâce à ce nouvel outil puissant. Des fondateurs, des chercheurs, des travailleurs, des créateurs, des étudiants, des fonctionnaires et des représentants de la communauté ont été invités à participer à la consultation.

Du 1er au 31 octobre 2025, nous avons sollicité des commentaires notamment sur les manières :

- ▶ d'accélérer l'adoption sécuritaire de l'IA dans l'ensemble de l'économie et des services publics;
- ▶ de soutenir la formation des champions canadiens et d'attirer des investissements;
- ▶ de renforcer les infrastructures souveraines (calcul, données, nuage);
- ▶ de renforcer la confiance, les compétences et la sécurité du public.

Le ministre Solomon a également constitué le Groupe de travail sur la stratégie en matière d'intelligence artificielle, composé de représentants du milieu universitaire, de l'industrie, de groupes de réflexion et d'organisations non gouvernementales (ONG). Les membres ont remis 32 rapports formulant des recommandations dans leur domaine d'expertise afin d'éclairer l'élaboration de la nouvelle stratégie. Par ailleurs, plus de 11 300 personnes ont fourni des observations dans le cadre de la consultation publique en ligne. Il s'agissait de la plus vaste consultation publique jamais organisée par Innovation, Sciences et Développement économique Canada (ISDE). Celle-ci a permis de recueillir des idées importantes, des questions et des préoccupations légitimes qui seront prises en compte dans l'élaboration de la stratégie.



# APERÇU DES ACTIVITÉS DE MOBILISATION

Plus de 11 300 participants ont présenté leurs réflexions et leurs idées au cours de la consultation publique en ligne de 30 jours, qui s'est déroulée du 1er au 31 octobre 2025. Nous avons recueilli plus de 64 600 réponses à 26 questions portant sur les huit piliers de l'IA retenus aux fins de la consultation.

Les réponses ont été analysées à l'aide de SimpleSondage, qui utilise des algorithmes de traitement du langage naturel pour fournir des informations à partir de questions ouvertes en analysant sentiments, mots-clés et sujets. ISDE a également créé un flux de classification interne pour l'analyse, intégrant Cohere Command A, OpenAI GPT-5 nano, Anthropic Claude Haiku et Google Gemini Flash, afin de passer en revue les documents et de recenser les thèmes communs. Les réponses ont également été classées par question, par pilier et par sentiment. Des vérificateurs humains ont validé et affiné les analyses générées par l'IA, garantissant l'exactitude et la représentation exhaustive de tous les points de vue. La même approche a été utilisée pour analyser les rapports du Groupe de travail. Cette approche novatrice a permis d'établir des rapports complets et impartiaux en un temps record, soit plusieurs mois plus tôt que les méthodes traditionnelles, démontrant ainsi qu'il est possible de concilier une exécution efficace et une adoption responsable de l'IA dans le contexte canadien.

La majorité des répondants à la consultation en ligne (83 %) ont indiqué qu'ils donnaient leur avis en tant que particulier, tandis qu'environ 17 % des répondants ont participé au nom d'une organisation. Un peu plus de la moitié des répondants (52 %) se sont identifiés comme des Canadiens intéressés par le sujet, 19 % comme des représentants d'entreprises canadiennes, 13 % comme des universitaires ou des chercheurs, 4 % comme des représentants d'un gouvernement ou d'un organisme de réglementation, 3 % comme des représentants d'une association industrielle et 2 % comme des défenseurs de la vie privée ou des professionnels du droit. Près de 6 % des répondants ont sélectionné la catégorie « autres » (membres de la société civile; développeurs de logiciels; ingénieurs; artistes; acteurs, écrivains et représentants de l'industrie cinématographique canadiens; éducateurs et bibliothécaires).

Sur plus de 11 300 participants, 1 860 ont indiqué le secteur dans lequel ils travaillent :

| À quel secteur d'activité votre organisation appartient-elle?                         | Pourcentage  | Nombre       |
|---|--------------|--------------|
| Informatique, technologie, cybernétique   | 35 %         | 645          |
| Services professionnels, scientifiques et techniques                                  | 20 %         | 372          |
| Arts, divertissements et loisirs  | 15 %         | 272          |
| Milieu universitaire  | 13 %         | 235          |
| PME   | 12 %         | 223          |
| Soins de santé  | 12 %         | 215          |
| Information et culture  | 10 %         | 193          |
| Gouvernement  | 9 %          | 174          |
| Finances  | 6 %          | 113          |
| Fabrication   | 4 %          | 77           |
| Ressources naturelles (agriculture, foresterie, exploitation minière, pétrole et gaz) | 3 %          | 60           |
| Administration  | 2 %          | 42           |
| Construction  | 2 %          | 39           |
| Commerce de détail  | 2 %          | 36           |
| Transport et entreposage  | 2 %          | 29           |
| Hôtellerie  | 1 %          | 26           |
| Immobilier  | 1 %          | 22           |
| <b>Total</b>  | <b>100 %</b> | <b>1 860</b> |

En tout, 3 146 répondants ont indiqué leur groupe d'âge :

| À quel groupe d'âge appartenez-vous? | Pourcentage  | Nombre       |
|--------------------------------------|--------------|--------------|
| Moins de 18 ans                      | 0 %          | 4            |
| De 18 à 24 ans                       | 4 %          | 116          |
| De 25 à 34 ans                       | 21 %         | 665          |
| De 35 à 44 ans                       | 30 %         | 931          |
| De 45 à 54 ans                       | 21 %         | 668          |
| De 55 à 64 ans                       | 11 %         | 361          |
| 65 ans et plus                       | 5 %          | 156          |
| Je préfère ne pas répondre           | 8 %          | 245          |
| <b>Total</b>                         | <b>100 %</b> | <b>3 146</b> |

Un total de 3 132 répondants ont fourni des renseignements sur l'emplacement de leur organisation. La répartition en pourcentage par province et par territoire est la suivante : Ontario 39 %, Colombie-Britannique 20,6 %, Alberta 7,8 %, Québec 7,6 %, Nouvelle-Écosse 3,8 %, Manitoba 1,9 %, Nouveau-Brunswick 1,45 %, Saskatchewan 1,4 %, Terre-Neuve-et-Labrador 0,9 %, île-du-Prince-Édouard 0,26 %, Yukon 0,16 % et Territoires du Nord-Ouest 0,06 %. Environ 2 % des répondants ont indiqué que leur emplacement se trouvait à l'extérieur du Canada.

# CE QUE NOUS AVONS ENTENDU

## › CONSULTATION EN LIGNE

### Recherche et talents

Les répondants ont fortement insisté sur la nécessité pour le Canada d'attirer, de retenir et de former les meilleurs talents en IA. Cela passe notamment par une rémunération concurrentielle, des bourses d'études, des bourses de recherche et des réformes en matière d'immigration afin de renforcer les viviers de talents. Les répondants ont réclamé un écosystème comprenant des mesures de soutien adéquates et mettant en relation le milieu universitaire, l'industrie et les gouvernements afin de faciliter la collaboration et de combler le fossé entre la recherche fondamentale et la commercialisation. Les infrastructures sécurisées, telles que des capacités de calcul nationales et des ressources de données partagées, sont jugées essentielles à la croissance économique et à la souveraineté technologique.

Si beaucoup de répondants ont préconisé des investissements massifs dans les talents et les infrastructures, ils ont souligné que ces efforts doivent s'accompagner de normes éthiques et d'une indépendance académique. Les répondants ont mis en garde contre la tentation de céder à l'engouement du moment, exhortant plutôt le Canada à donner la priorité à une gouvernance responsable, à la durabilité environnementale et à la protection des données et des travailleurs canadiens. Ils ont réclamé sans équivoque une stratégie nationale reposant sur une IA centrée sur l'humain dans les domaines où le Canada excelle, dont les soins de santé, la culture et la conception, tout en garantissant des avantages inclusifs et la protection de la vie privée.

### Parmi les principales recommandations figuraient :

- › Une stratégie nationale de gestion des talents en IA selon laquelle les talents constituent un atout national
- › Des laboratoires d'assurance en IA et des conseils de gouvernance de l'IA pour tester et valider les cadres éthiques
- › Des programmes de recherche axés sur la mission et correspondant aux besoins du public
- › De solides protections de la propriété intellectuelle et des réformes structurelles pour maintenir les entreprises d'IA au Canada.

### Accélération de l'adoption de l'IA par l'industrie et le gouvernement

Les répondants ont souligné que, pour réussir l'adoption de l'IA, il faut aller au-delà des projets pilotes et des prototypes pour passer à des applications concrètes qui améliorent la productivité et les services publics. Ils imaginent une main-d'œuvre augmentée par l'IA, où la technologie vient compléter l'expertise humaine, mais ne la remplace pas. Des secteurs comme les soins de santé, l'agriculture et les services publics ont été cités comme prioritaires pour une intégration responsable.

Cependant, les préoccupations ont été nombreuses concernant le déploiement prématuré et les technologies surfaites, telles que l'IA générative. Les répondants ont mis en garde contre les dommages environnementaux, les risques pour la vie privée et la suppression des emplois, et ont demandé au Canada d'adopter une approche prudente et fondée sur des données probantes. Ils ont préconisé des lignes directrices éthiques, une réglementation claire et des normes propres à chaque secteur afin que l'IA améliore l'efficacité sans se substituer au jugement humain.

### Les propositions comprenaient :

- › Une stratégie nationale unifiée pour une adoption responsable
- › Des incitatifs fiscaux et un soutien des pouvoirs publics à l'IA qui accroît la productivité
- › Des garanties solides pour les secteurs sensibles comme les soins de santé
- › La sensibilisation du public pour renforcer la confiance envers l'IA et la compréhension de ses limites

### Commercialisation de l'IA

Les répondants ont convenu que la force économique de l'IA doit s'accompagner d'une réglementation adéquate pour garantir que la propriété intellectuelle et les données demeurent aux mains de Canadiens. Ils ont réclamé des incitatifs structurés, comme des subventions, des crédits d'impôt pour les investisseurs et l'utilisation de fonds publics, afin de soutenir les entreprises canadiennes d'IA et d'empêcher la fuite de la propriété intellectuelle vers des pays étrangers. Le gouvernement est vu comme un acteur clé, non seulement en tant que bailleur de fonds, mais aussi en tant que client précoce des entreprises canadiennes en croissance et maillon stratégique garantissant que la commercialisation cadre avec les priorités nationales.

Les préoccupations portaient notamment sur la domination étrangère, les impacts environnementaux et le risque de bulles spéculatives dans le domaine de l'IA. Les répondants ont exhorté le Canada à moderniser sa réglementation, à créer des modèles de financement qui permettent de conserver le contrôle canadien et à protéger les industries créatives contre l'exploitation par l'IA. Ils ont plaidé en faveur d'une politique nationale qui concilie la compétitivité mondiale, les normes éthiques et la souveraineté.

### Formation de champions canadiens et attraction d'investissements

Les répondants souhaitent que le Canada soutienne l'expansion des champions nationaux de l'IA grâce à des mesures d'aide à la croissance adaptées, au mentorat et aux marchés publics. Ils ont insisté sur la nécessité de supprimer des obstacles à la croissance, tels que l'accès au capital et aux partenariats stratégiques, et de créer un marché national pour les solutions canadiennes d'IA. La préparation de la main-d'œuvre et le perfectionnement des talents sont des facteurs habilitants essentiels.

Toutefois, le scepticisme est grand. Beaucoup ont mis en garde contre une bulle de l'IA et ont préconisé une approche prudente qui privilégie la souveraineté, l'éducation et les filets de sécurité sociale plutôt que la recherche de la domination mondiale.

### Les propositions comprenaient :

- › Un fonds souverain doté d'un volet de capital de risque
- › Des politiques fiscales qui soutiennent la croissance durable et la conservation de la propriété intellectuelle
- › Des cadres juridiques rigoureux pour la protection de la vie privée, la protection de l'environnement et le développement éthique de l'IA

### Création de systèmes d'IA sûrs et renforcement de la confiance du public envers l'IA

La confiance du public envers l'IA repose sur la transparence, la responsabilité et une gouvernance solide. Les répondants ont réclamé des normes de certification fondées sur les risques, des audits indépendants et des exigences claires de divulgation de l'utilisation de l'IA. Des lignes directrices en matière d'éthique et des organismes de surveillance sont jugés essentiels pour protéger les droits individuels et promouvoir l'équité.

Les préoccupations portaient notamment sur les partis pris, les atteintes à la vie privée, la suppression des emplois et l’empreinte environnementale des infrastructures d’IA. Les répondants ont préconisé des programmes d’éducation du public, des initiatives de littératie en IA et des activités de mobilisation communautaire par l’entremise de bibliothèques et de forums. Nombreux sont ceux qui ont exprimé un grand scepticisme envers l’IA générative, exigeant une réglementation stricte, des sanctions en cas de non-conformité et des cadres qui respectent les valeurs canadiennes.

## **Éducation et compétences**

Les répondants ont exprimé une vision claire : le Canada doit adopter une approche double pour le développement des compétences, conjuguant l’acquisition de connaissances numériques générales pour tous les citoyens et une expertise poussée en IA pour les fonctions spécialisées. Les répondants ont préconisé d’intégrer l’enseignement de l’IA dans les programmes de la maternelle au secondaire et au niveau postsecondaire, de proposer des certifications courtes et cumulables et d’investir dans l’apprentissage tout au long de la vie. Les infrastructures publiques doivent garantir un accès équitable à ces possibilités.

La réflexion critique, le raisonnement éthique et les compétences interdisciplinaires ont été favorisés par rapport à une formation technique restreinte. Les répondants ont demandé au Canada d’élaborer une stratégie nationale de littératie en IA, des programmes de formation en milieu de travail et des campagnes publiques visant à démystifier l’IA. Les préoccupations portaient notamment sur la suppression des emplois, les dommages environnementaux et la dépendance cognitive. À ce chapitre, une éducation centrée sur l’humain demeure incontournable.

## **Infrastructure favorable en place**

Le Canada est confronté à d’importantes lacunes en matière d’infrastructure d’IA, notamment en ce qui concerne le calcul haute performance, l’accessibilité des données et la connectivité, en particulier dans les zones rurales. Les répondants ont préconisé une approche souveraine pour ce qui est des infrastructures, avec des installations de calcul et des cadres de gouvernance contrôlés par le Canada afin de réduire la dépendance à l’égard des fournisseurs étrangers. Des partenariats public-privé ont été recommandés de façon à partager les coûts et les risques.

La durabilité environnementale est une préoccupation majeure pour beaucoup de répondants, ces derniers réclamant des stratégies visant à réduire la consommation d’énergie et d’eau dans les centres de données. Les répondants ont exhorté le Canada à élaborer une feuille de route nationale pour les infrastructures d’IA qui donne la priorité à la souveraineté, à la durabilité et à l’intérêt public.

## **Sécurité de l’infrastructure et de la capacité canadiennes**

Les répondants ont souligné la nécessité de disposer de capacités de cybersécurité et de défense nationale reposant sur l’IA. Les propositions comprenaient la création de centres de sécurité consacrés à l’IA, des exercices de type « équipe rouge » et des partenariats coordonnés entre les ordres de gouvernement, l’industrie et le milieu universitaire. La souveraineté des données et la sécurité des chaînes d’approvisionnement sont perçues comme essentielles pour prévenir l’ingérence étrangère.

Les préoccupations portaient notamment sur l’utilisation abusive de l’IA dans des secteurs sensibles, la désinformation et les vulnérabilités des infrastructures essentielles. Les répondants ont réclamé des lois strictes sur la responsabilité, des systèmes avec intervention humaine et des politiques solides pour protéger les intérêts canadiens.

## Considérations générales

Les intervenants étaient divisés entre l'optimisme quant au potentiel de l'IA et le scepticisme quant à ses risques. Les partisans y voient des occasions d'accroître la productivité et la croissance économique, tandis que les détracteurs mettent en garde contre les préjudices d'ordre éthique, environnemental et social.

### Les principales préoccupations étaient les suivantes :

- › Perte de propriété intellectuelle et domination étrangère
- › Absence de réglementation et de responsabilité
- › Dégradation de l'environnement et suppression des emplois

Les Canadiens et les communautés autochtones craignent que l'IA menace le contrôle des œuvres créatives, notamment par une utilisation non autorisée et l'absence de rémunération. Des voix s'élèvent pour réclamer un renforcement des lois sur la propriété intellectuelle, le consentement explicite, une rémunération équitable et la protection des créateurs vulnérables. Les recommandations portent notamment sur la propriété des données canadiennes, la participation élargie des intervenants et des mises à jour régulières de la législation.

Les répondants ont également souligné que les groupes marginalisés sont sous-représentés dans le domaine de l'IA, ce qui conduit à des systèmes biaisés et à des résultats néfastes. Les obstacles à la participation et les préoccupations concernant le caractère superficiel des efforts visant à promouvoir la diversité persistent. Les recommandations portaient sur l'inclusion intentionnelle, la conception visant à éliminer les préjugés, l'amélioration des connaissances générales en IA, la transparence des audits et le financement lié à l'équité.

Les répondants ont demandé au Canada d'adopter une approche prudente et axée sur la souveraineté, qui privilégie l'intérêt public, la durabilité et les valeurs démocratiques.

## › RAPPORTS DES MEMBRES DU GROUPE DE TRAVAIL

Les 32 rapports remis par les membres du Groupe de travail décrivent les principales priorités visant à renforcer la position du pays en tant que chef de file mondial en IA. Les recommandations portent principalement sur le perfectionnement des talents, l'accélération de l'adoption, le soutien à la commercialisation, le développement de champions locaux, l'assurance d'avoir des systèmes d'IA sûrs et fiables, l'éducation et les compétences, l'investissement dans les infrastructures et la sécurisation des actifs essentiels. Les résumés suivants exposent les principaux thèmes et les avis experts des membres du Groupe de travail représentant l'industrie, le milieu universitaire et le gouvernement.

### Recherche et talents

Plusieurs rapports soulignent la nécessité absolue d'attirer, de former et de retenir les meilleurs talents en IA. Des experts ont insisté sur l'importance de rationaliser les processus d'immigration et de créer des programmes accélérés pour les chercheurs et les praticiens de premier plan dans le domaine de l'IA. Il y a eu de multiples demandes d'initiatives qui mettent en avant des exemples de réussite et des modèles à suivre, ainsi que de développement de programmes d'éducation pratiques et appliqués qui comblent le fossé entre la recherche universitaire et les résultats pratiques permettant d'atteindre des objectifs commerciaux.

Par ailleurs, les auteurs de plusieurs rapports ont insisté sur l'importance de tirer parti des établissements de recherche actuels de calibre mondial du Canada, notamment les instituts nationaux d'IA (Mila, Vector, Amii) et le programme des chaires en IA du CIFAR, ainsi que de les renforcer afin de conserver un avantage concurrentiel. Ils ont recommandé une plus grande collaboration multisectorielle et interdisciplinaire entre le milieu universitaire, l'industrie, les gouvernements et le secteur de la défense, ainsi que des efforts coordonnés pour transformer la recherche fondamentale en innovations commercialisables et en applications respectueuses de l'éthique.

### Accélération de l'adoption de l'IA par l'industrie et le gouvernement

Les participants ont souligné que le gouvernement devrait jouer un rôle de catalyseur dans l'adoption de l'IA en agissant comme un adopteur précoce ou un client pilier, servant ainsi de modèle tant pour le secteur public que pour le secteur privé. Plusieurs rapports soulignaient la nécessité de rationaliser les pratiques d'approvisionnement, de normaliser les guides et de mettre en place des cadres permettant de passer de la phase pilote à la mise en œuvre à grande échelle afin de surmonter les difficultés liées à la bureaucratie et à l'infrastructure numérique, tout en garantissant que les solutions d'IA demeurent sûres, responsables et manifestement efficaces. En outre, un thème récurrent concernait l'intégration de mesures de rendement quantifiables pour les organisations et les dirigeants gouvernementaux, ainsi que la mise en place d'initiatives sectorielles axées sur la mission afin de valider le succès et de renforcer la confiance du public. Cela comprend l'utilisation d'indicateurs clairs de rendement des investissements, le suivi transparent des objectifs et un soutien ciblé aux petites et moyennes entreprises (PME) et aux secteurs mal desservis pour combler le fossé entre la recherche novatrice et les applications concrètes.

Une autre idée commune est la nécessité d'améliorer la coordination entre les organismes gouvernementaux, le milieu universitaire et l'industrie afin de favoriser le partage des connaissances et le renforcement des capacités. Les auteurs des rapports ont préconisé la création de guides nationaux d'adoption de l'IA, la mise en place de programmes axés directement sur

la transformation numérique et la coordination des rôles de leadership afin de surmonter les obstacles systémiques, tels que des systèmes informatiques obsolètes, le cloisonnement des données et des pratiques d'achat frileuses. Ces mesures sont jugées essentielles pour favoriser un écosystème qui accélère l'adoption responsable de l'IA dans les contextes gouvernementaux et industriels tout en garantissant la sécurité et la confiance du public.

### **Commercialisation de l'IA**

Plusieurs membres du Groupe de travail ont souligné la nécessité de mettre en adéquation les atouts du Canada dans le domaine de la recherche avec des filières de commercialisation solides. Presque tous les auteurs des rapports ont préconisé des réformes visant à combler le fossé entre les innovations dans le milieu universitaire et les applications commerciales. Pour ce faire, il faudrait améliorer les politiques fiscales, rationaliser les cadres réglementaires et créer des mécanismes de financement qui encouragent la commercialisation de la recherche. Ces recommandations mettaient l'accent sur la réforme des programmes existants (p. ex. la modification des mécanismes de soutien à la recherche et au développement, tels que le Programme de la recherche scientifique et du développement expérimental et le Programme d'aide à la recherche industrielle) et le lancement de nouveaux programmes, comme des bons de commercialisation et des centres d'incubation spécialisés dans les établissements d'enseignement postsecondaire, pour faciliter le passage des innovations à des produits commercialisables.

Un autre thème commun concernait la protection et le maintien de la propriété intellectuelle canadienne ainsi que de la souveraineté économique. Plusieurs experts ont insisté sur l'importance de conserver le contrôle national sur les percées technologiques, que ce soit par le biais d'incitatifs fiscaux, de conditions de propriété ou de partenariats public-privé spécialisés. Ils ont plaidé en faveur de la création d'un écosystème où la recherche financée par l'État et les investissements

privés fonctionnent conjointement, afin de garantir que les innovations canadiennes atteignent non seulement la viabilité commerciale, mais contribuent également à un avantage concurrentiel national durable et à une présence sur le marché mondial.

### **Formation de champions canadiens et attraction d'investissements**

Plusieurs rapports soulignaient la nécessité de réformer l'écosystème financier et réglementaire de manière à soutenir le développement de champions nationaux de l'IA et à attirer les investissements, tant nationaux qu'étrangers. Ces rapports mettaient en évidence l'importance d'investissements ciblés et axés sur le rendement (p. ex. subventions et financement ambitieux) et de cadres fiscaux et de capital de risque sophistiqués pour aider les entreprises canadiennes d'IA à croître et à conserver leur propriété intellectuelle essentielle au Canada. Parallèlement, un large consensus s'est dégagé concernant la nécessité de moderniser les pratiques d'approvisionnement du gouvernement et de rationaliser les processus de financement, que ce soit par l'entremise d'un portail centralisé ou de programmes de financement intégrés, afin de réduire le fardeau administratif et de favoriser une expansion rapide axée sur le marché.

Les auteurs ont également insisté sur l'importance stratégique de développer l'infrastructure numérique et de calcul du Canada, les propositions allant de la création de centres de calcul nationaux et de campus de données à la mise en place d'infrastructures souveraines permettant de maintenir les opérations essentielles au pays. Par ailleurs, de nombreux contributeurs ont souligné le risque que les innovateurs nationaux soient rachetés par des entités étrangères ou délocalisent leurs activités à l'étranger, et ont insisté sur la nécessité de mettre en place des politiques visant à protéger les talents nationaux, à renforcer la souveraineté économique et à faire en sorte que la croissance soit à la fois d'envergure mondiale et enracinée au niveau local.

## **Création de systèmes d'IA sûrs et renforcement de la confiance du public envers l'IA**

Les rapports soulignaient la nécessité d'assurer une gouvernance transparente, de garantir la responsabilisation et de favoriser la participation du public, éléments essentiels à la mise en place de systèmes d'IA sûrs et à l'instauration de la confiance du public. Plusieurs auteurs ont appelé à la mise en place de mécanismes de surveillance, tels que des tableaux de bord transparents, des labels de confiance et des plateformes d'audits indépendants pour surveiller les déploiements de l'IA. Parallèlement, on note un large soutien à l'intégration de garanties éthiques et de cadres réglementaires rationalisés comprenant des évaluations des risques à plusieurs niveaux, des protocoles sécurisés de partage des données et des normes claires pour la protection de la vie privée et la cybersécurité, afin que les initiatives publiques et privées en matière d'IA soient déployées de manière responsable.

Un autre thème récurrent concernait l'importance de favoriser la compréhension par le public de la gouvernance de l'IA et sa participation à celle-ci. Des initiatives comme des campagnes de sensibilisation du public, la création de centres nationaux d'apprentissage de l'IA et des programmes d'éducation visant à améliorer les connaissances en IA dans le but de démystifier le fonctionnement de l'IA et de le mettre en adéquation avec les valeurs sociétales ont souvent citées dans les recommandations. Cette approche globale, qui allie une réglementation solide à une participation proactive du public, est jugée essentielle pour renforcer la confiance du public dans les systèmes d'IA et se conformer aux normes internationales et aux cadres mondiaux concurrentiels.

## **Éducation et compétences**

Les rapports ont mis en exergue l'importance d'intégrer la littératie en IA et le perfectionnement des compétences connexes dans l'ensemble du continuum d'éducation, de la maternelle au secondaire, en passant par l'enseignement postsecondaire et la formation professionnelle. Plusieurs rapports préconisaient l'élaboration de programmes d'études nationaux coordonnés en IA, le perfectionnement professionnel des enseignants et des programmes de formation modulaires afin que tous les groupes démographiques, y compris les groupes vulnérables et sous-représentés, puissent avoir un accès équitable à l'éducation en IA. Ces initiatives sont perçues comme fondamentales pour favoriser une culture d'apprentissage continu et pour préparer la main-d'œuvre à se familiariser avec les technologies d'IA qui évoluent rapidement.

Un fort consensus s'est également dégagé sur la nécessité de combler le fossé entre la recherche universitaire et les besoins de l'industrie. De nombreux rapports demandaient la création de partenariats entre l'industrie et le milieu universitaire, des possibilités d'apprentissage intégré au travail, des centres d'innovation et des mesures incitatives ciblées (comme des crédits d'impôt et des programmes de bourses) afin de retenir les meilleurs talents et d'atténuer la fuite des cerveaux. De plus, une attention particulière a été accordée à la nécessité d'attirer des talents internationaux grâce à des processus d'immigration simplifiés et à des solutions accélérées pour la délivrance des visas, ce qui renforcerait encore davantage le rôle essentiel de l'éducation et des compétences dans le maintien de l'avantage concurrentiel du Canada dans le contexte mondial de l'IA.

## Infrastructure favorable en place

Comme mentionné précédemment, de nombreux experts ont souligné la nécessité de mettre en place des infrastructures d'IA robustes et souveraines, dotées de capacités complètes de calcul, de connectivité et de données. Bon nombre de rapports plaidaient en faveur du développement de centres de données contrôlés au pays, de grappes de calcul haute performance et d'écosystèmes numériques intégrés afin de garantir l'indépendance technologique du Canada et la sécurité de la gouvernance des données. Il était constamment fait état de la nécessité d'exploiter les avantages uniques du Canada, tels que l'énergie propre et peu coûteuse, les ressources naturelles abondantes et les talents de calibre mondial dans le domaine des infrastructures, afin de garantir un avantage concurrentiel mondial dans le domaine de l'IA en comblant les lacunes existantes dans les domaines de l'énergie, de la connectivité et de l'octroi de permis.

Un autre thème récurrent concernait l'importance de favoriser les partenariats public-privé et la rationalisation des cadres réglementaires afin d'accélérer le développement des infrastructures. Plusieurs auteurs de rapports recommandaient la mise en place de cadres, tels que des programmes d'infrastructures de calcul souveraines pour l'IA, des corridors nationaux pour l'IA et des plateformes de recherche partagées sur l'IA afin de réduire les obstacles à l'entrée pour les PME, les organismes de recherche et les régions mal desservies. Cette approche collaborative est jugée essentielle pour réduire les coûts opérationnels, garantir un accès équitable aux ressources de pointe et gérer les risques liés aux chaînes d'approvisionnement et à la cybersécurité.

## Sécurité de l'infrastructure et de la capacité canadiennes

De multiples rapports ont relevé l'importance de renforcer le cadre de sécurité nationale dans le domaine de l'IA et de protéger les infrastructures, les données et les modèles d'IA essentiels. Plusieurs rapports préconisaient la mise à jour des processus d'approvisionnement, des protocoles réglementaires et des normes de cybersécurité pour se prémunir contre les menaces émergentes. Ils insistaient sur la nécessité d'adapter les modèles d'approvisionnement et de moderniser les mécanismes de défense à la lumière des priorités en matière de sécurité nationale. En outre, de nombreux experts ont souligné la nécessité de mettre en place des mesures de cybersécurité rigoureuses, notamment par le renforcement du cryptage, la résidence des données au pays et les cadres de signalement des incidents, afin de protéger les secteurs public et privé.

Un autre thème récurrent portait sur la souveraineté numérique et la réduction de la dépendance à l'égard des infrastructures contrôlées par des pays étrangers. Comme mentionné précédemment, les experts ont recommandé des solutions de calcul et de données nationales, des mesures législatives pour affirmer le contrôle sur les fournisseurs étrangers de services infonuagiques et des lignes directrices claires pour gérer les dépendances transfrontalières. Collectivement, ces recommandations communes visent à créer un écosystème national d'IA résilient, agile et sécurisé qui permet non seulement d'anticiper les cybermenaces, mais aussi de renforcer la posture de défense globale du Canada dans un contexte géopolitique en rapide évolution.

## Considérations principales

Le Canada se trouve à un moment décisif dans l'élaboration de sa stratégie en matière d'IA. Pour demeurer compétitif à l'échelle mondiale tout en préservant ses intérêts nationaux, le pays doit trouver un équilibre entre innovation, éthique, souveraineté et inclusivité.

Les commentateurs ont estimé que le Canada devrait se concentrer sur les points suivants :

- Attirer et retenir les meilleurs talents dans le domaine de l'IA, financer les principaux établissements de recherche et favoriser la collaboration entre les secteurs.
- Donner la priorité à une IA éthique et centrée sur l'humain dans des domaines à forte incidence comme les soins de santé et les services publics.
- Protéger la propriété intellectuelle et les données, moderniser les incitatifs fiscaux et soutenir la commercialisation.
- Mettre en place une gouvernance transparente, une réglementation fondée sur les risques et des principes autochtones relatifs à la souveraineté des données.
- Intégrer la littératie en IA dans les programmes d'études, élargir l'apprentissage tout au long de la vie et garantir un accès équitable.
- Établir une capacité de calcul et une connectivité sécurisées et durables en utilisant les énergies renouvelables.
- Renforcer la cybersécurité, protéger les infrastructures essentielles et développer des solutions nationales dignes de confiance.

## ➤ EXPOSÉS SUPPLÉMENTAIRES

Outre les rapports découlant de la consultation publique et provenant du Groupe de travail, ISDE a reçu près de 300 documents d'orientation, lettres ou exposés ponctuels supplémentaires qui ne répondaient pas directement aux questions de la consultation (voir l'annexe A). Ces observations provenaient de particuliers, d'universitaires, d'entreprises, d'organismes gouvernementaux et d'organisations non gouvernementales. Les trois dernières catégories sont résumées ci-dessous.

Les **observations provenant d'entreprises** insistent sur la nécessité absolue pour le Canada de maintenir un écosystème d'IA concurrentiel et viable sur le plan commercial en investissant dans des infrastructures sécurisées et souveraines, en élargissant les viviers de talents et en mettant en place des mesures incitatives ciblées. Parmi les principales propositions figuraient des plateformes de données unifiées, des consortiums industrie-milieu universitaire et des réformes en matière d'immigration visant à attirer les meilleurs talents dans le domaine de l'IA. Les entreprises ont fortement plaidé en faveur d'un rapprochement entre

Les répondants ont souligné que la stratégie du Canada en matière d'IA devait mettre en adéquation les progrès technologiques et les valeurs canadiennes (protection de la vie privée, équité, durabilité et inclusivité), tout en positionnant le pays comme chef de file mondial dans le développement éthique de l'IA.

la recherche et la commercialisation grâce à des partenariats public-privé, des centres d'innovation et des initiatives sectorielles, en particulier dans les domaines des soins de santé, de l'automobile et du climat. Pour accélérer l'adoption de l'IA, les entreprises ont demandé une rationalisation des processus d'approvisionnement, des réformes réglementaires favorisant les PME canadiennes et des programmes pilotes axés sur les résultats.

Les entreprises ont également fait de la protection de l'innovation nationale un thème récurrent, formulant des recommandations en faveur de fonds

souverains, d'incitatifs fiscaux et de politiques de conservation de la propriété intellectuelle. La formation de champions canadiens de l'IA exige un soutien financier solide, un environnement réglementaire stable et des mécanismes permettant d'avoir des clients piliers. Il est primordial de garantir la sécurité et la fiabilité des systèmes d'IA, ce qui nécessite des cadres transparents et fondés sur les risques, des régimes de certification et une harmonisation avec les normes internationales. La question du perfectionnement de la main-d'œuvre a été abordée sous l'angle des programmes de formation évolutifs, des microcertifications et des partenariats qui font le lien entre la recherche universitaire et les besoins de l'industrie. Enfin, des solutions d'infrastructure adaptées et des mesures de cybersécurité sophistiquées sont vues comme essentielles pour protéger les actifs nationaux et soutenir une large participation de l'industrie.

#### Les **observations provenant d'organismes**

**gouvernementaux** ont souligné l'importance de la coordination des investissements publics et du leadership politique pour faire progresser les capacités du Canada en matière d'IA tout en préservant la souveraineté nationale. Les commentaires reçus prônaient la mise en place de réseaux de recherche nationaux, d'infrastructures de calcul sécurisées et de formations spécialisées pour les représentants publics afin de faire cadrer le développement de l'IA avec les priorités stratégiques au chapitre de l'économie et de la sécurité. La mise en place d'une IA sûre et responsable est une préoccupation majeure, et des évaluations rigoureuses des droits de la personne, des processus d'approvisionnement normalisés et des mesures de protection réglementaires étaient demandées dans le but de prévenir la discrimination et de favoriser la transparence. Les organismes gouvernementaux ont recommandé la mise en place de comités consultatifs, d'une surveillance en temps réel et d'une collaboration

entre administrations pour relever les défis liés à l'accessibilité des données, à la responsabilité et à la cybersécurité. La création de plateformes nationales de données visant à améliorer l'interopérabilité entre les principaux secteurs et les ordres de gouvernement a été fréquemment suggérée comme moyen de renforcer la collaboration.

Les stratégies de commercialisation misaient sur des politiques favorables à la concurrence, l'examen par des experts et l'harmonisation de la réglementation pour favoriser l'innovation nationale et obtenir des résultats mesurables sur le marché.

Les participants ont souligné que, pour les organismes gouvernementaux, le développement de champions canadiens de l'IA nécessite la réduction des barrières interprovinciales, la promotion de la mobilité de la main-d'œuvre et des marchés publics concurrentiels. Ils ont noté que l'instauration de la confiance du public envers l'IA repose sur un cadre réglementaire solide et centré sur l'humain qui intègre des garanties en matière d'éthique, de protection de la vie privée et de sécurité, y compris la transparence obligatoire et la surveillance indépendante. Les propositions dans le domaine de l'éducation mettaient l'accent sur la démocratisation de l'apprentissage en IA grâce à des programmes accessibles et inclusifs sur le plan culturel et à des modèles de formation adaptative. Les recommandations concernant les infrastructures soulignaient la nécessité de disposer de systèmes numériques sécurisés et interopérables, d'un financement stable et d'un accès équitable, en particulier dans les régions mal desservies. Enfin, les organismes gouvernementaux ont insisté sur l'urgence de mettre en place des normes rigoureuses pour la gouvernance des données et la cybersécurité, notamment des mesures avancées de contrôle de l'intégrité et une surveillance nationale, afin de protéger les infrastructures essentielles contre les menaces liées à l'IA qui ne cessent d'évoluer.

Les **observations provenant d'organisations non gouvernementales** (ONG) ont plaidé en faveur d'une approche globale et éthique de la recherche sur l'IA et de son déploiement au Canada, insistant sur l'inclusivité, la responsabilité sociale et la diversité culturelle. Ces observations appelaient à l'intégration des perspectives syndicales, autochtones et féministes intersectionnelles dans les programmes de recherche, et recommandaient un financement stable, des cadres participatifs et des consortiums réunissant le milieu universitaire, l'industrie et le gouvernement afin d'éviter la fuite des cerveaux et de garantir des résultats bénéfiques pour la société. L'adoption responsable de l'IA a été retenue comme priorité évidente, les ONG préconisant des cadres réglementaires solides, une surveillance publique et des mesures de protection pour les groupes marginalisés, ainsi que des tests rigoureux et des consultations avec les intervenants. Les stratégies de commercialisation misaient sur l'établissement de liens entre l'excellence de la recherche et le rendement sur le marché grâce à des normes éthiques, à des méthodes d'approvisionnement modernisées et à une protection solide des droits d'auteur, tout en soutenant les secteurs créatifs et l'innovation autochtone. Pour former des champions canadiens de l'IA, les ONG ont proposé des réformes fiscales, des bacs à sable réglementaires, un financement spécial et des programmes axés sur des clients piliers, soulignant l'importance d'infrastructures souveraines et de collaborations régionales coordonnées.

Les ONG ont ajouté que, pour renforcer la confiance du public envers l'IA, il fallait une réglementation complète et inclusive, de la transparence, des audits indépendants et une large participation des intervenants pour défendre les droits de la personne et la justice sociale. Les initiatives d'éducation misaient sur une littératie en IA équitable et adaptée à la culture pour tous les âges et toutes les communautés, grâce à des partenariats entre plusieurs intervenants et à une formation adaptative. Les recommandations concernant les infrastructures soulignaient la nécessité de disposer de centres de données appartenant à des entités canadiennes, de fiduciaires de données ouvertes et d'un accès équitable, en particulier dans les régions mal desservies, assortis d'une gouvernance éthique solide. Enfin, les ONG ont insisté sur l'urgence de disposer de modèles et de cadres d'IA sécurisés et régis au niveau national, en préconisant des politiques de confinement des menaces, des régimes de certification et une surveillance communautaire afin de se protéger contre les risques techniques et sociétaux tout en renforçant la souveraineté nationale et la confiance du public.

# CONCLUSION ET PROCHAINES ÉTAPES

Le Canada se trouve à un moment charnière pour façonner son avenir en matière d'IA. Les répondants et les intervenants de l'industrie, du milieu universitaire et des gouvernements ont souligné la nécessité d'adopter une approche équilibrée, qui favorise l'innovation tout en préservant la souveraineté, les principes éthiques et la confiance du public, et qui repose sur des décisions fondées sur des données probantes privilégiant l'intérêt public et les valeurs démocratiques.

Les participants à la consultation ont souligné que la stratégie du Canada en matière d'IA devait considérer les talents dans ce domaine comme un atout national. Cela se traduirait par des rémunérations compétitives, des bourses d'études, des réformes en matière d'immigration et un financement à long terme destiné aux établissements de recherche, en plus de la collaboration entre le milieu universitaire, l'industrie et le gouvernement.

La consultation a fait ressortir que l'adoption de l'IA devait aller au-delà des projets pilotes pour passer à des applications concrètes dans les domaines des soins de santé, de l'agriculture et des services publics, en se fondant sur des normes éthiques et une réglementation claire pour prévenir les risques, tels que les atteintes à la vie privée et la suppression des emplois. De plus, les observations ont montré que les démarches en faveur de la commercialisation devaient protéger la propriété intellectuelle et la souveraineté des données canadiennes grâce à des incitatifs fiscaux modernisés, un financement simplifié et des cadres réglementaires adaptés.

Les répondants étaient clairement d'avis que, pour former des champions nationaux, il faut des mesures de soutien à la croissance adaptées, du mentorat, des programmes d'approvisionnement et des instruments de capital de croissance efficaces, en privilégiant la croissance durable plutôt qu'un engouement fragile.

Il a également été convenu que la confiance du public dépendait de la transparence, de la responsabilisation et d'une gouvernance solide, assorties de normes de certification, d'audits indépendants et de programmes de littératie en IA.

Les Canadiens et les membres du Groupe de travail ont également souligné que l'éducation devait conjuguer une littératie numérique générale et une expertise poussée en IA, que l'IA devait être intégrée aux programmes d'études et que des microcertifications et un apprentissage tout au long de la vie devaient être privilégiés, sans perdre de vue l'éthique et la réflexion critique.

Les participants ont réaffirmé que les investissements dans les infrastructures devaient permettre d'accroître la capacité de calcul et la connectivité grâce aux énergies renouvelables, tandis que les mesures de sécurité devaient inclure la cybersécurité reposant sur l'IA, des lois strictes sur la responsabilité et des systèmes avec intervention humaine pour protéger les actifs essentiels.

Il convient de noter que les affirmations ci-dessus sont des résumés de la consultation et des rapports du Groupe de travail dans ces domaines. Elles ne constituent pas un compte rendu détaillé de ces consultations proprement dites.

Les priorités fondamentales et les recommandations concrètes issues des rapports de la consultation et du Groupe de travail sont prises en compte pour l'élaboration de la stratégie du Canada en matière d'IA, qui sera publiée en 2026.

Pour consulter les rapports du Groupe de travail et l'ensemble des données recueillies auprès du public, rendez-vous sur le [Portail du gouvernement ouvert](#).

# UTILISATION DE L'IA POUR ANALYSER LES RÉPONSES

Pour traiter les nombreuses réponses, ISDE a appliqué des techniques de science des données alimentées par des outils sophistiqués d'IA générative.

ISDE a mis au point un processus évolutif reposant sur l'IA, appelé flux de classification, utilisant plusieurs grands modèles de langage, y compris des modèles canadiens, pour nettoyer et classer les réponses à l'enquête dans un ensemble structuré de thèmes et de sous-thèmes (taxonomie). Une vérification manuelle humaine à plusieurs étapes a permis de confirmer que les intentions étaient significatives et sensées, et que la solution avait un taux de réussite d'au moins 90 % pour classer les réponses en intentions précises.

Des experts canadiens externes en recherche ont également été consultés au sujet de la méthodologie. Ils ont fourni des commentaires utiles et suggéré

un moyen d'intégrer les rapports du Groupe de travail dans l'analyse afin de mieux cerner les opinions minoritaires qui ont de l'importance. La méthodologie, la science des données et l'utilisation de l'IA dans le cadre de ce projet respectent les lignes directrices du Secrétariat du Conseil du Trésor sur [l'utilisation responsable de l'intelligence artificielle au gouvernement](#). Des membres de l'Accélérateur d'IA d'ISDE ont participé à la conception et à la gouvernance du projet de manière à tenir compte des considérations pertinentes en matière de politiques.

Les résultats de ce flux ont été utilisés pour rédiger le présent rapport, certains éléments ayant été paraphrasés ou repris textuellement, grâce à la capacité du flux à fournir des résumés généraux en langage courant des contributions reçues.

# ANNEXE A

## › QUESTIONS POSÉES LORS DE LA CONSULTATION EN LIGNE ET SOUMISES AU GROUPE DE TRAVAIL

### Recherche et talents

1. Comment le Canada préserve-t-il et accroît-il son avance dans le secteur de la recherche en IA? Quels sont les domaines prometteurs sur lesquels le Canada devrait miser et dans lesquels il pourrait jouer un rôle de chef de file mondial?
2. Comment le Canada peut-il renforcer la coordination entre le milieu universitaire, l'industrie, le gouvernement et le secteur de la défense afin d'accélérer la recherche en IA à forte incidence?
3. Quelles conditions doivent être remplies pour que la recherche canadienne en IA reste concurrentielle à l'échelle mondiale et fondée sur des principes éthiques?
4. Quels efforts sont nécessaires pour attirer, perfectionner et retenir les meilleurs talents en IA dans les domaines de la recherche, de l'industrie et du secteur public?

### Accélération de l'adoption de l'IA par l'industrie et le gouvernement

1. Où se trouve le plus grand potentiel pour une adoption efficace de l'IA au Canada? Comment pouvons-nous nous assurer que les secteurs qui présentent les meilleures occasions peuvent en tirer parti?
2. Quels sont les principaux obstacles à l'adoption de l'IA et comment le gouvernement et l'industrie peuvent-ils collaborer pour accélérer son adoption responsable?
3. Comment saurons-nous si le Canada s'engage véritablement dans le domaine de l'IA et adopte cette technologie? Quels sont les meilleurs indicateurs de réussite?

### Commercialisation de l'IA

1. Que faut-il mettre en place pour que le Canada assure la croissance d'entreprises d'IA concurrentielles à l'échelle mondiale, tout en préservant la propriété, la propriété intellectuelle et la souveraineté économique?
2. Quels changements doivent être apportés à l'environnement commercial canadien pour favoriser la commercialisation de l'IA?
3. Comment le Canada peut-il mieux relier la recherche en IA à la commercialisation afin de répondre aux besoins stratégiques des entreprises?

### Formation de champions canadiens et attraction d'investissements

1. Comment le Canada peut-il multiplier et renforcer les champions industriels de l'IA? Quelles mesures de soutien permettraient à nos champions de dominer le marché?
2. Quels changements au système canadien d'incitations commerciales permettraient d'accélérer l'expansion durable des entreprises d'IA?
3. Comment pouvons-nous le mieux aider les entreprises d'IA à demeurer au Canada tout en se démarquant sur les marchés mondiaux?
4. Quelles leçons pouvons-nous tirer de l'expérience des pays qui réussissent à attirer des investissements en IA et en technologie, tant de sources nationales qu'étrangères?

## **Création de systèmes d'IA sûrs et renforcement de la confiance du public envers l'IA**

1. Comment le Canada peut-il renforcer la confiance du public envers les technologies d'IA tout en tenant compte des risques qu'elles présentent? Quelles sont les mesures les plus importantes à prendre pour instaurer cette confiance?
2. Quels cadres, normes, réglementations et règles sont nécessaires pour garantir que les produits d'IA canadiens sont fiables et déployés de manière responsable?
3. Comment le Canada peut-il mobiliser de manière proactive les citoyens et les entreprises afin de promouvoir une utilisation responsable de l'IA et la confiance dans sa gouvernance? Qui est le mieux placé pour diriger les efforts qui favorisent la confiance?

## **Éducation et compétences**

1. Quelles sont les compétences requises pour parvenir à une économie numérique moderne, et comment le Canada peut-il le mieux soutenir leur développement et leur déploiement au sein de la main-d'œuvre?
2. Comment pouvons-nous améliorer les connaissances en matière d'IA au Canada, y compris en ce qui concerne ses limites et les préjugés véhiculés à son propos?
3. Que peut faire le Canada pour garantir un accès équitable aux connaissances en matière d'IA dans toutes les régions et dans tous les groupes démographiques et socioéconomiques?

## **Infrastructure favorable en place**

1. Quelles lacunes en matière d'infrastructure (calcul, données, connectivité) freinent l'innovation en matière d'IA au Canada, et qu'est-ce qui empêche les entreprises canadiennes de mettre en place une infrastructure souveraine pour y remédier?
2. Comment pouvons-nous garantir un accès équitable à l'infrastructure de l'IA dans toutes les régions, dans tous les secteurs et à tous les utilisateurs (chercheurs, jeunes entreprises, PME)?
3. De quelle capacité de calcul souveraine pour l'IA aurons-nous besoin pour notre sécurité et notre croissance? Sous quelles formes?

## **Sécurité de l'infrastructure et de la capacité canadiennes**

1. Quels sont les risques émergents liés à l'IA en matière de sécurité, et comment le Canada peut-il atténuer de manière proactive les menaces futures?
2. Comment le Canada peut-il renforcer la cybersécurité et protéger les infrastructures, les données et les modèles critiques à l'ère de l'IA?
3. Dans quels domaines l'IA peut-elle améliorer la protection et la défense du Canada? Que faudra-t-il pour mettre en place une solide posture défensive en matière d'IA?

# ANNEXE B

## › MEMBRES DU GROUPE DE TRAVAIL

### Recherche et talents

- › Gail Murphy, professeure d'informatique et vice-présidente de la Recherche et de l'Innovation, Université de la Colombie-Britannique, et vice-présidente du conseil d'administration de l'Alliance de recherche numérique du Canada
- › Diane Gutiw, vice-présidente – responsable de la recherche mondiale sur l'IA, CGI Canada, et coprésidente du Conseil consultatif en matière d'IA
- › Michael Bowling, professeur d'informatique et chercheur principal – Laboratoire d'apprentissage par renforcement et d'intelligence artificielle, Université de l'Alberta, chercheur associé, Alberta Machine Intelligence Institute, et titulaire de la chaire d'IA Canada-CIFAR
- › Arvind Gupta, professeur d'informatique, Université de Toronto

### Adoption de l'IA par l'industrie et le gouvernement

- › Olivier Blais, cofondateur et vice-président de l'IA, Moov AI, et coprésident du Conseil consultatif en matière d'IA
- › Cari Covent, conseillère en données stratégiques et en IA, et cadre du domaine des technologies
- › Dan Debow, président du conseil d'administration, Build Canada

### Commercialisation de l'IA

- › Louis Têtu, président exécutif du conseil d'administration, Coveo
- › Michael Serbinis, fondateur et président-directeur général de League et président du conseil d'administration de l'Institut Périmètre
- › Adam Keating, fondateur et président-directeur général, CoLab

### Formation de champions canadiens et attraction d'investissements

- › Patrick Pichette, associé directeur, Inovia Capital
- › Ajay Agrawal, professeur de gestion stratégique, Université de Toronto, fondateur de Next Canada et fondateur du Creative Destruction Lab
- › Sonia Sennik, directrice générale, Creative Destruction Lab
- › Ben Bergen, président, Conseil canadien des innovateurs

### Création de systèmes d'IA sûrs et renforcement de la confiance du public envers l'IA

- › Mary Wells, doyenne de la Faculté de génie, Université de Waterloo
- › Joëlle Pineau, directrice de l'IA, Cohere
- › Taylor Owen, directeur fondateur, Centre pour les médias, la technologie et la démocratie
- › Doyin Adeyemi, candidate aux programmes JD/MBA, Université de Toronto, et titulaire d'une bourse 1834

### Éducation et compétences

- › Natiea Vinson, présidente-directrice générale, First Nations Technology Council
- › Alex LaPlante, vice-présidente – Technologie de gestion de trésorerie Canada, Banque Royale du Canada, et membre du conseil d'administration de Mitacs
- › David Naylor, professeur de médecine et président émérite, Université de Toronto
- › Sarah Ryan, agente de recherche principale, Syndicat canadien de la fonction publique

## Infrastructure

- › Garth Gibson, directeur de la technologie et de l'IA, VDURA
- › Ian Rae, président et chef de la direction d'Aptum
- › Marc Etienne Ouimette, président du conseil d'administration de Digital Moment et membre du groupe d'experts One AI de l'OCDE et chercheur affilié, IA souveraine, École de politique publique Bennett de l'Université de Cambridge

## Sécurité

- › Shelly Bruce, membre distinguée, Centre pour l'innovation dans la gouvernance internationale
- › James Neufeld, fondateur et directeur général de samdesk
- › Sam Ramadori, coprésident et directeur exécutif de LoiZéro